



Extrait du UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article5636>

# Appel pour la commémoration de la Nakba et en soutien aux prisonniers politiques palestiniens en grève de la



Date de mise en ligne : mercredi 17 mai 2017

manifestations -

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Paris, le 15 mai 2017**

**Le peuple palestinien sur la terre historique de la Palestine et en exil, commémorent aujourd'hui la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire la spoliation de leur terre, leur expulsion en 1947 / 1948 et la création de l'entité coloniale Israël. Cette Nakba commence avec le partage de la Palestine le 29 novembre 1947 par les Nations unies (résolution 181), qui outrepassant leur mandat, octroient une terre qui ne leur appartient pas aux organisations sionistes. Le projet colonial est validé par la plus importante instance internationale et commence alors le nettoyage ethnique de la Palestine avec le massacre ou l'expulsion de ses habitants Palestiniens. 900 000 d'entre eux sont jetés sur les routes de l'exil et 531 villages sont rasés ainsi que 300 hameaux.**

Aujourd'hui ces réfugiés et leurs descendants sont environ 7 millions (sur 12 millions de Palestiniens) répartis dans plus de 50 camps de réfugiés au Moyen Orient ou ailleurs dans le monde. C'est la plus ancienne et la plus nombreuse communauté de réfugiés dans le monde. Malgré le vote de la résolution 194 de l'ONU (décembre 1948) garantissant leur droit au retour sur leur terre et dans leurs foyers d'origine avec des compensations pour les biens détruits ou endommagés, ils sont toujours réfugiés.

Depuis 1948, l'état colonial, a tout essayé pour détruire les camps de réfugiés comme témoins de l'expulsion des palestiniens comme par exemple celui de Nabatiya et Ain El Helwé. Au Liban. Des régimes et forces réactionnaires ont également commis des massacres dans des camps et contre la résistance palestinienne ; septembre noir en Jordanie en 1970, Tel Ezzaatar en 1976, Sabra et Chatila, la guerre contre les camps de réfugiés au Liban, Jénine, dans la bande de Gaza, Nahr Elbared en 2005. Depuis 2012 en Syrie, où le régime syrien a perpétré des crimes non seulement contre sa propre population mais aussi contre des palestiniens, bombardement et destruction des camps, Yarmouk, Handarat, Khan Elsheikh, Dar'aa et le camp de Yarmouk qui a été assiégé d'un côté par le régime et des groupes terroristes comme Daesh depuis plus de 1397 jours. Cette situation a provoqué le déplacement des réfugiés, selon l'UNRWA, plus de 280 000 déplacés à l'intérieur de la Syrie, et plus de 120 000 se sont trouvés exilés dans des pays européens et en Amérique, et 43 000 sont coincés dans des zones de guerres sans protection. Nous demandons aux états, à l'UNRWA et UNHCR de prendre leurs responsabilités afin de protéger les réfugiés et à continuer d'offrir leurs services jusqu'au l'application de droit au retour dans leurs foyers.

L'ONU a non seulement partagée la Palestine, elle a surtout reconnue dès 1949 l'entité coloniale Israël comme Etat indépendant, ce dernier étant déclaré par Ben Gourion (le 14 mai 1948) sur la base des lois fondamentales juives, instaurant de fait un Etat religieux exclusivement réservé aux seuls juifs. Les non juifs en seront expulsés et jusqu'à aujourd'hui la distinction entre juifs et non juifs est la règle entraînant de fait des discriminations envers ces derniers. Les Palestiniens natifs de la terre de Palestine sont pourtant depuis plus de deux mille ans juifs, chrétiens et musulmans.

Malgré l'occupation, la confiscation des terres, la colonisation, la répression, les guerres et notamment celles contre Gaza avec le blocus continu, les punitions collectives et la prison, la résistance du peuple palestinien est toujours debout.

Aujourd'hui, 1800 prisonniers politiques palestiniens sur 6500 (dont 300 enfants, et 61 femmes) ont entamés une grève de la faim illimitée depuis le 17 avril dernier afin d'en finir avec le régime colonial de la détention administrative, de la torture, de l'emprisonnement des enfants... Ces prisonniers mènent une bataille pour leur dignité et leur liberté. Leur soulèvement continu malgré les tabassages, les fouilles, leurs déplacements forcés ou leur mise au mitard et la privation du sel nécessaire à leur grève de la faim. En plus des incursions violentes et des transferts à l'isolement,

Israël a par ailleurs commencé à prendre de l'argent sur les comptes des prisonniers grévistes. L'Autorité Palestinienne a répondu en annonçant qu'elle arrêterait de verser une allocation aux prisonniers. Cet argent sert à faire des achats à l'économat de la prison, dont le sel qui est un aliment vital pour les grévistes de la faim. Un comité constitué pour soutenir la grève de la faim appelle l'Autorité Palestinienne à cesser sa coordination sécuritaire avec Israël

Le soulèvement des prisonniers politiques rejoint la lutte historique et héroïque du peuple palestinien pour recouvrer ses droits dans la justice. Le droit et la justice sont et doivent être la base du soutien et du règlement pour la fin de la guerre coloniale en Palestine occupée. La résolution 181 de l'ONU qui partage la Palestine en 1947 doit être annulée et le rétablissement des droits du peuple palestinien sur sa terre doit être appliqué dont son droit au retour pour les réfugiés expulsés depuis 1948 avec l'instauration d'un Etat, la Palestine avec Al Qods pour capitale.

Cet Etat doit être basé sur le droit afin de garantir l'égalité de traitement pour tous ses citoyens, quelque soit leurs origines ethniques ou religieuses.

Liberté pour tous les prisonniers politiques  
Vive la Palestine libre et indépendante !

Rassemblement Place de la République - Paris  
Samedi 20 mai 2017 de 15h à 17h

Premiers signataires : Association de Palestiniens en Ile de France, Union Générale des Etudiants de Palestine, Forum Palestine Citoyenneté, Comité pour le respect des droits de l'Homme en Palestine, Union Juive Française pour la Paix